

Déclaration liminaire des représentants des personnels de la FSU-SNUipp Ardèche

Une dérive politique qui impacte l'école

Les services publics, c'est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas.

Certaines, certains les perçoivent comme un coût, une charge pour les finances publiques qu'il faut rationaliser, privatiser, rentabiliser, optimiser. Elles et ils préfèrent la soit-disante efficacité du privé où il n'y aurait pas, dit-on, d'heures "pas sérieusement remplacées". Elles et ils préfèrent une société de l'entre-soi, militent en coulisse pour l'extension de leurs privilèges et ne se gênent pas pour capter les finances publiques au profit de leurs desseins particuliers.

D'autres perçoivent les services publics comme un investissement essentiel pour la société, une sorte d'amortisseur des inégalités, d'espoir et de dignité pour toutes et tous.

Parce qu'être éduqué, se soigner, être transporté, défendu, en sécurité... ne peut relever de choix individuels et de la concurrence libre et faussée. Elles et ils militent pour une contribution partagée de tous pour tous.

Vieux débat entre deux visions du monde. Mais interrogation perpétuelle de notre société.

Le modèle de gouvernance actuel est résolument du côté des premiers de cordée. Il prône le conservatisme économique, écologique et social. Sur ce dernier point, l'école est instrumentalisée à coups de réarmement moral, de retour de l'autorité, de redoublement, d'évaluationnisme, de groupes de niveaux, de labellisation des manuels (une première depuis Vichy), d'uniforme et de service national universel.

"L'extrême droite n'a besoin de rien dire. Au prétexte de la désarmer en lui coupant l'herbe sous le pied, le gouvernement parle et agit pour elle" nous confie un célèbre sociologue très proche du milieu éducatif.

Pour notre profession, le choc des savoirs n'est qu'une succession de reculs professionnels supplémentaires, tombés d'en haut, hors-sol, qui soulignent le mépris et l'instrumentalisation dont elle fait l'objet.

Pour la hiérarchie, qui ploie sous le poids des injonctions diverses, il faudra encore convaincre, vendre, voire imposer au terrain, déjà bien fatigué, cette nouvelle mascarade.

Pour la recherche, les groupes de niveau sont une ségrégation scolaire de plus qui ne répondra pas aux enjeux de la réussite de toutes et tous et qui tournera le dos à cette ambition

Pour la société, instaurer le tri social dès le plus jeune âge via l'école creusera plus profondément les inégalités déjà bien existantes.

De toute part, les voix s'élèvent contre cette verticalité qui entend réformer contre les personnels, contre les valeurs qu'elles et ils portent au quotidien.

Dans ce contexte, il est logique de constater une perte de sens de métier, un manque d'attractivité, voire une souffrance professionnelle.

A tous les niveaux, sur tous les dossiers et à chaque instant, la profession sait pouvoir compter sur la FSU-SNUipp pour contrer ces attaques et porter son projet alternatif d'école de la réussite de toutes et tous.

Une dotation nationale rabougrie

Pour la rentrée 2024, l'Etat fait le choix d'économiser encore 650 postes sur le dos du service public d'éducation. 650 postes, c'est l'équivalent de 39 millions d'euros. Une paille pour un gouvernement prêt à donner le décuple aux agriculteurs en quelques jours de manifestations.

Une paille pour un ministère de l'Education nationale qui n'a pas dépensé l'intégralité de son budget en 2023 et donc reporté 285 millions de crédits sur 2024 (c'est-à-dire l'équivalent de 4750 postes).

C'est à ce genre de sous-investissement chronique que l'on mesure l'intérêt porté à l'école par les premiers de cordée.

Leur argument de vente budgétaire est simple : la baisse démographique ! Mais trop simpliste pour le terrain qui perçoit bien les absences non remplacées, les RASED incomplets ou absents, les ULIS insuffisantes, le pouvoir d'achat qui recule...

Le projet gouvernemental réactionnaire pour l'école et son sous-investissement chronique sont à la source de la mobilisation de notre profession. En grève le 1er février dernier, nous le sommes aujourd'hui encore en Ardèche pour dénoncer ces orientations funestes et proposer une autre vision de l'école. L'éducation est notre avenir, investissons-là, mais sérieusement !

Investissons l'éducation pour permettre aux élèves en difficulté d'être accompagnés dès la maternelle par des RASED complets et formés. Il manque en Ardèche un tiers des postes depuis 2012, il n'y a plus aucun maître G, nos collègues sont esseulé.es face à la difficulté scolaire. Ce n'est pas le bachotage en APC, durant les vacances ou une année supplémentaire qui réglera cela.

Investissons dans le remplacement pour assurer la continuité du service public d'éducation, permettre le départ massif en formation, le remplacement des absences.

Investissons dans la scolarité des tout petits qui sont relégués comme variable d'ajustement des effectifs, dans certains secteurs seulement. Si nous partageons le constat de régression brutale de leur scolarisation, particulièrement dans le public, nous constatons que les moyens de leur accueil ne sont pas mis sur la table.

Investissons dans les enseignants supplémentaires qui favorisent les regards croisés sur les élèves, les expérimentations et l'émulation pédagogique.

Investissons dans l'accompagnement de l'école inclusive qu'il ne suffit pas de décréter pour qu'elle soit réalité.

Investissons dans la formation continue, la formation initiale, le lien avec la recherche, la médecine scolaire, la rémunération des enseignants,...

Tous ces points sont essentiels au développement de notre système éducatif, au développement de la société de demain.

Focale sur la carte scolaire départementale

Pour ce qui est de la carte scolaire départementale, nous constatons que l'Ardèche est cette année fortement impactée par la dotation négative de l'académie avec moins 12 postes.

Le nombre de situations à l'étude est conséquent, nous y reviendrons au cours des débats. Ce qui nous questionne encore cette année, c'est la méthode de dialogue et d'implication des personnels, notamment lors des projets de fusion d'école qui fleurissent miraculeusement un peu partout dans le département.

C'est à croire que les communes ont saisi d'elles mêmes les opportunités que cela pouvait apporter. Ou bien elles ont cédé aux pressions du type vous fusionnez/on vous laisse tranquille pendant un moment ou bien on observe sur la commune/ça ferme. A priori, les fusions, c'est vraiment une bonne idée. Mais pour qui ? Et pour quoi? Les équipes, elles, n'ont bien souvent pas le même niveau d'information, certaines ne sont informées qu'au dernier moment des projets de fusion. Pourquoi ?

Peut-être parce que le tissu scolaire est composé à 42% d'écoles de moins de 4 classes dans des petites communes. Les grandes communes du département restent donc le plus grand réservoir d'économies du département :

- on peut y établir des règles légendaires (je divise le nombre total d'élèves de la commune par 25 et ça me donne le nombre de postes, réfléchissez ensemble où on ferme)
- on peut tenter d'y imposer les glissements comme remède à la pénurie au titre de la solidarité départementale
- on peut aussi y promouvoir la fusion comme la solution à tous les problèmes de la direction, de la pédagogie...

L'an passé, la FSU-SNUipp-FSU avait fait le point sur les fusions des 18 dernières années. Nous en avons comptabilisé 31 au total. Dans 74% des cas, ces écoles ont subi des fermetures de classe les années suivantes. Pour les autres, il y a parfois eu une fermeture avant la fusion. C'est l'effet grossissement de structure qui joue inéluctablement. Une fusion doit répondre à un objectif de terrain émanant de la communauté éducative, pas à une logique comptable ou de mise en place de postes à profils sur les grosses directions d'écoles. C'est contre cette attaque envers la maternelle, contre la dotation de moins 12 postes et pour réclamer des moyens pour l'école que notre, nos organisations appellent à la grève ce jeudi 8 février. Arrêtons-nous d'ailleurs sur la question du chiffrage des grévistes.

Quelle comptabilisation en cas de grève ?

Nous avons pu entendre à la radio, le jour de la grève du 1er février, que la DSDEN annonçait 18% de grévistes dans le premier degré en Ardèche. Nous sommes très étonnés de cette annonce puisque nous avons interrogé la profession et nos retours sont bien différents. Certes, 499 classes n'ont pas renseigné notre enquête et 191 classes ont annoncé ne pas être en grève ; mais 295 classes ont bel et bien annoncé être en grève ! Et 295 classes, cela représente 30% des classes ardéchoises, on est loin des 18% !

Donc, même dans l'hypothèse, absolument improbable, où aucune classe n'était en grève parmi les 51% n'ayant pas complété le questionnaire, nous obtenons quand même un minimum incompressible de 30% de classes en grève.

Les services vont peut-être dire qu'ils ne recensent pas les classes en grève mais les personnels et qu'ils se basent sur l'ensemble des personnels sans oublier de compter les enseignantes et enseignants en disponibilité, en congé longue durée, en congé parental, en congé maternité, en accident de service, en congé maladie, sans oublier celles et ceux qui sont à temps partiel et qui ne travaillent pas le jour de la grève. Et bien, même en calculant ainsi, 295 grévistes, cela représente 21% de l'ensemble des 1420 PE ardéchois, on est encore au-dessus des 18% annoncés.

Par ailleurs, nous savons tous que la loi interdit d'utiliser les déclarations préalables d'intention de grève pour autre chose que la mise en place du Service Minimum d'Accueil, ce n'est donc pas avec ce type de retours que la DSDEN a pu établir ce chiffre de 18%.

Pour finir, nous constatons que 6 jours après la journée de mobilisation, des mails sont encore envoyés à des collègues pour demander s'ils ont assuré leur service ou pas, laissant imaginer que les services ne savent toujours pas précisément qui était en grève le 1er février...

Nous sommes donc très curieux de connaître précisément le protocole mis en place par la DSDEN 07 pour pouvoir calculer et annoncer un taux de gréviste le jour même d'une grève.